

**« Le gouvernement a compensé sa légèreté en présentant ses choix comme les seuls possibles, ce qui est opposé à l'idée démocratique »**

Docteur en sciences politiques et auteur du récent essai *Démocratie* (Anamosa, 2020), Samuel Hayat voit dans la période actuelle un miroir de l'état de notre vie démocratique hors confinement. Si le gouvernement français, comme les autres, n'a pas eu la partie facile, il a géré la situation sans instaurer un nécessaire débat public.

**Diriez-vous que nous basculons un peu trop facilement dans une forme de « servitude volontaire » ?**

Je ne dirais pas cela. Si nous acceptons la situation, c'est parce que deux choses viennent se mêler. D'abord, quand il est question de notre sécurité physique et de notre survie, l'Etat reprend nécessairement le dessus : il s'est historiquement construit comme cela, et nous avons été socialisés, comme citoyens, pour nous en remettre à lui. Ensuite, nous éprouvons un sentiment démocratique de réelle solidarité sociale avec les plus fragiles. Les appels à rester confiné pour protéger les anciens, les plus vulnérables, ont permis une acceptation large du confinement. Plutôt que d'y voir une forme de servitude volontaire, on peut considérer que nous avons intégré des normes de comportement - ou, pour parler comme Michel Foucault, des pratiques de gouvernement de soi - qui font que nous sommes à nous-mêmes nos propres régulateurs. Cela rend le discours guerrier et culpabilisateur des gouvernants d'autant plus dissonant que nous avons collectivement fait preuve de plus de responsabilité et de sérieux qu'eux-mêmes.

**Pouvait-on vraiment se dispenser de cet appel à la mobilisation générale ?**

En Allemagne et en Suisse où un véritable débat public a eu lieu, notamment à l'échelle des Länder et des cantons, les autorités ont été mieux capables de justifier les mesures de restriction de liberté, de garantir qu'elles seraient temporaires. Ce confinement a été plus discuté publiquement, il est donc moins sévère dans ses formes et moins policier dans sa gestion. Le danger réside dans le fait de ne pas offrir aux citoyens un débat public démocratique sur les différentes solutions à disposition (confinement, tests massifs, mesures de surveillance individuelle généralisée comme en Corée du Sud), alors que rien n'était inéluctable.

**Certaines démocraties gèrent donc la crise de façon non démocratique...**

En tout cas, il y a un problème quand on ne peut pas vraiment distinguer les réponses de certains Etats démocratiques comme la France de celles de régimes plus ouvertement autoritaires. Il faut bien sûr reconnaître que la situation n'était pas facile. Mais lorsqu'on refait la chronologie, on voit que le gouvernement français a compensé sa grande légèreté de janvier et février par un discours surmilitarisé et culpabilisateur en mars-avril, en présentant chaque fois ses choix comme les seuls possibles, ce qui est opposé à l'idée démocratique. Certes, l'épidémie n'annule pas la distinction entre démocraties et régimes autoritaires. Le problème, c'est qu'elle offre aux régimes autoritaires l'occasion de se dire plus efficaces que les démocraties pour protéger leurs citoyens. En ne se sentant pas tenues par leurs normes et leurs valeurs du fait de l'urgence, les gouvernements des démocraties prennent le risque de faire oublier à leurs citoyens la spécificité des régimes démocratiques : le fait que leur parole compte.

**Quelles sont concrètement, en France, ces tendances peu démocratiques ?**

Les tendances autoritaires, racistes, classistes, qui peuvent exister dans certaines franges de l'appareil d'Etat, et notamment dans la police, s'expriment parfois à plein, et les contrôles

d'attestations s'exercent de manière très inégale. Nous ne sommes pas en train de basculer dans un Etat policier. En revanche, on observe une tendance centralisatrice et gouvernementale, un renforcement du poids de l'exécutif au détriment du législatif et du judiciaire, mais plus encore de ce qu'on pourrait appeler un «pôle citoyen». Le gouvernement et la présidence occupent presque toute la place de la parole publique, peut-être à l'exception des médecins. On a une sorte de monopolisation gouvernementale du discours de l'autorité, une tendance qui n'est pas nouvelle mais se trouve considérablement renforcée par la crise.

**Comment interprétez-vous le discours actuel du gouvernement, qui se dit aussi prêt à soutenir l'économie ou l'hôpital « quoi qu'il en coûte » ?**

Il y a beaucoup d'effets de manche, sans engagement réel. Mais plus profondément, cette crise révèle dans quel type de libéralisme s'inscrit Emmanuel Macron. Le libéralisme «historique», celui qui est né en Angleterre au XVIIIe siècle, fait primer les libertés individuelles contre les défenseurs d'un Etat absolu. Avec Macron, on est plus proches du libéralisme conservateur d'un François Guizot qui fait passer l'impératif d'ordre public avant les libertés, et ne garde que le libéralisme économique. Le problème, c'est que ce libéralisme conservateur rénové a poussé au démantèlement de services publics qui révèlent aujourd'hui leur utilité, alors que dans le même temps, les mécanismes de marché montrent leurs limites. Macron apparaît alors pour ce qu'il est : le promoteur d'idées dépassées, inefficaces et, on le voit à présent, dangereuses.

**Comment défendre les services publics ou les libertés individuelles dans la situation actuelle ? En désobéissant au confinement ?**

En démocratie, les mouvements sociaux doivent essayer de convaincre publiquement du bien-fondé de leur action, et d'une certaine compatibilité avec l'intérêt général. Aussi, les groupes qui essaieraient d'exercer une pression protestataire en ne respectant pas le confinement seraient sûrement inaudibles et vus comme irresponsables. Il est possible d'organiser des mobilisations à distance, via le numérique, comme le font les universitaires avec le mouvement des facs et labos en lutte. Mais le mouvement social repose aussi sur le plaisir de la lutte collective, du contact humain, donc la mobilisation électronique a ses limites. Et puis les gens ne vont pas forcément bien, physiquement et psychologiquement, et dans ce cadre ajouter des injonctions à se mobiliser peut être contre-productif ; mais le temps de la protestation reviendra.

**Quels enseignements politiques tirer de cette période ?**

Cette situation révèle l'importance cruciale, face aux risques d'un renforcement de l'autoritarisme gouvernemental et policier, de l'activité collective. Si le gouvernement français a pu gérer la crise de manière aussi peu démocratique, c'est aussi qu'il n'a pas eu face à lui d'organisations massives et réactives, qu'il s'agisse de partis, de syndicats ou d'associations. C'est vrai en France comme ailleurs. Il faut regarder avec attention ce qui se passe dans une autre démocratie, où la situation est autrement plus grave pour les libertés publiques : l'Inde. La crise sanitaire et sa mauvaise gestion y ont laissé libre cours à la violence policière et aux instrumentalisation de l'épidémie contre les musulmans, alors que le pays vient de vivre de véritables pogroms. Ici comme là-bas, les mouvements sociaux sont les meilleures garanties contre un basculement autoritaire des démocraties.

Thibaut Sardier, *Libération*, 16 avril 2020